



Ville de Castelnaudary

Service Occupation
du Domaine Public

Opération 2026-0717



Autorisation du 1er, 2ème et 3ème groupe



Autorisation du 4ème

Le Maire de Castelnaudary,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-22-1, L 2213-1, L 2213-2 1er et 2ème et L 2213-6,

Vu le Code de la Voirie routière et notamment les articles L 115-1 à L 116-8 et L 141-2 à L 141-12, R 115-1 à R 116-2 et R 141-12 à R 141-22,

Vu le règlement de voirie de la Ville de Castelnaudary, adopté par délibération en date du 18 mai 2009,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation demandée par

Pétitionnaire PRADELEIX GIL - PRADELEIX CHARPENTE	Entreprise chargée des travaux PRADELEIX GIL - PRADELEIX CHARPENTE
Adresse 35 IMPASSE DES LARNAUTOU 31540 VAUX	Adresse 35 IMPASSE DES LARNAUTOU 31540 VAUX
Date de la demande 07/09/2026	Téléphone 06 62 40 44 13
Lieu d'intervention 23 RUE MARECHAL FOCH	Indicatif pour les pays étrangers
Description des travaux REFECTION DE TOITURE	Fax
Description du matériel fixe et roulant de chantier au sol ECHAFAUDAGE - BENNE - DP 11076 26 00032	Courriel PRADELEIX.CHARPENTE@GMAIL.COM
Début et fin des travaux du 18/09/2026 au 07/10/2026	

est accordée aux conditions mentionnées ci après

Mesures réglementaires

La signalisation temporaire est à la charge du pétitionnaire et devra être conforme à la réglementation en vigueur. Les travaux devront être conformes au règlement de voirie. Si déplacé, à l'issue des travaux, le mobilier urbain (corbeille, potelet, etc) devra être remis en place conformément à son positionnement initial. Ne rien rejeter de solide (débris issus du chantier, emballages ou autre) dans les réseaux. Toutes les eaux de lavage devront être filtrées. Ne rien dégrader, laisser la zone propre. Si cela s'avère nécessaire le revêtement et la structure de la zone utilisée sur le domaine public devront être repris

Commentaires



Ville de Castelnaudary

Article 2 : les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

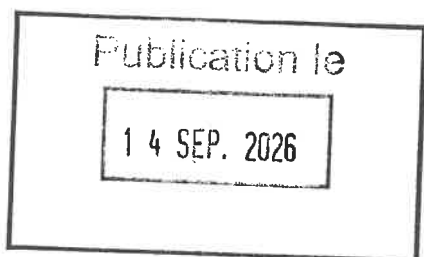
Article 3 : la signalisation nécessaire, résultant des mesures réglementaires à mettre en œuvre pour les travaux, doit être mise en place 72 heures avant l'ouverture du chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur et du demandeur qui le fera constater par la police municipale.

Article 4 : les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et la répression en sera poursuivie conformément à la loi.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Monsieur le Préfet, M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers, M. le Commandant de la Brigade Autonome de Gendarmerie Nationale, M. le Chef de la Stan, et au bénéficiaire pour notification.

Fait à Castelnaudary le lundi 7 septembre 2026

Le Maire Adjoint



Jean François VERONIN-MASSET